

**Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire**

NOMBRE DE CONSEILLERS	DATE DE CONVOCATION	DATE D’AFFICHAGE
En exercice 86	19 novembre 2018	27 novembre 2018
Quorum 67		
Votants 74		
Suffrages exprimés : 74		

**Séance du 5 décembre 2018**  
N°181205-07

L’an deux mil dix-huit, le 5 décembre à 19 h 00, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire, en l’Hôtel de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Gérard COLIN, Président,

Etaient présents :

Patrick BARTHÉLÉMY, Maurice BEAUFILS, Chantal BERTEAU, Jean-François BOQUET, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Luc BREANT, Jean BUGEON, Danièle CAMINADE, Bertrand CARPENTIER, Raymond CARPENTIER, Christine CHANGEUX, Jean-Louis CHAUVENSY, Jacques CHEVALLIER, Jean-Claude CLAIRE, Gérard COLIN, Jean-Michel COLOMBEL, Jean-Marc COPPENS, Odile COUROYER, Stéphane DEGREMONT, Claude DESAEGER, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Philippe DUFOUR, Isabelle DUJARDIN (Saint Valery en Caux), Isabelle DUJARDIN (Thiouville), Annie DUMENIL, Philippe ETIENNE, Thierry FABAREZ, Patrice FAUCON, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Gérard FOUCHÉ, Daniel FREBOURG, Laurent GODEFROY, Christine GROUT-LIMARE, Françoise GUILLOT, Hervé JOLLY, David LAMBION, Jacques LEBALLEUR, François-Pierre LECLUSE, Jacques LEFRANCOIS, Daniel LEGROS, Didier LEMAISTRE, Michel LIEURY, Jean-Louis LUYPART, Françoise MARIE, Paul MENARD, Sylvain MONNIER, Benoît MOREAU, William MOUCHE, Yvon PESQUET, Régis PETIT, Alain POILVE, Joël SALLE, Daniel SEIGNEUR, Maryvonne SCHILD, Michel SERY, Jean-Pierre THEVENOT, Pascal VANIER, Marie-Pierre VASLIN, Michel VIARD, Patrick VICTOR et René VIMONT.

Etaient absents représentés par le suppléant :

M. Jean-Luc COTTARD représenté par M. Olivier TASSEL  
M. Jérôme LHEUREUX représenté par Mme Catherine PRETERRE

Etaient absents excusés avec pouvoir :

M. Pierre-Luc BILLIEZ a donné pouvoir à M. Daniel FREBOURG  
M. Hubert BUQUET a donné pouvoir à M. Didier LEMAISTRE  
M. Philippe CARREIN a donné pouvoir à Mme COUROYER  
Mme Dominique CHAUVEL a donné pouvoir à M. Alain POILVE  
M. Pierre-Yves JEGAT a donné pouvoir à Mme Dujardin (Saint Valery en Caux)  
Mme Agnès LEDUC a donné pouvoir à M. Jean-Pierre THEVENOT  
M. Yves LEFRIQUE a donné pouvoir à M. Philippe ETIENNE

Absents :

MM Jean-François ALIGNY, Rémy BELLANGER, Enrick DE BRABANDERE, Stéphane FOLLIN, Pascal LARGILLET, Alain LETARD, Nicolas MOLETTE, Hervé MOUQUET et Mmes Brigitte HATTON, Christiane HERVIEUX, Justine MORTELECQUE, Aurore RAUCH.

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Michel SERY a été élu secrétaire de séance.

\*\_\*\_\*\_\*

**Objet :**

**FINANCES – Zones industrielles – Décision modificative n°2/2018**

**N°07**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Vu l'article L.1612-11 du CGCT qui donne la possibilité d'apporter en cours d'année des modifications au budget,

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 7 novembre 2018,

Vu l'avis favorable du bureau élargi en date du 22 novembre 2018,

**Le Conseil Communautaire,**  
après avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- accepte les modifications présentées dans les tableaux ci-dessous :

**RECAPITULATIF DE LA DECISION MODIFICATIVE N°2/2018 ZONES INDUSTRIELLES**

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

Opération d'exécution	Chapitre nature	Prévu sur DM	Opération d'exécution	Chapitre nature	Prévu sur DM
	011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	-1.00 €		013 ATTENUATIONS DE CHARGES	0.00 €
	012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	0.00 €		70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	0.00 €
	014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	0.00 €		74 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	0.00 €
	65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0.00 €		75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0.00 €
	66 CHARGES FINANCIERES	1.00 €		77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	0.00 €
	67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	0.00 €		78 REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0.00 €
	68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	0.00 €		042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0.00 €
	023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0.00 €			
	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>0.00 €</b>		<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>0.00 €</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

Opération d'exécution	Chapitre nature	Prévu sur DM	Opération d'exécution	Chapitre nature	Prévu sur DM
	10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0.00 €		10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0.00 €
	13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0.00 €		13 SUBVENTIONS INVESTISSEMENT RECUES	0.00 €
	16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0.00 €		16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0.00 €
	21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0.00 €		27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0.00 €
	23 IMMOBILISATIONS EN COURS	0.00 €		041 OPERATIONS PATRIMONIALES	0.00 €
	040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0.00 €		021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0.00 €
	<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>0.00 €</b>		<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>0.00 €</b>

**DM N°2 BUDGET ZONES INDUSTRIELLES**

SERVICE DEMANDEUR	CHAPITRE BUDGETAIRE		LIGNE BUDGETAIRE	S E N S	BUDGET PRIMITIF + DM n°1	DM n°2	EXPLICATIONS
	Opération	Chapitre					
ECO	PAS D'OPERATION	011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	6088 AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	D F	3 886.00	-1.00	Complément pour les ICNE 2018
FIN	PAS D'OPERATION	66 CHARGES FINANCIERES	68112 INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNES	D F	-150.00	1.00	

Pour extrait certifié conforme,  
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,



Le Président,

Gérard COLIN

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- o à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- o deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982.

Le Président atteste que la délibération du Conseil Communautaire n° 67 - Séance du 5/12/18 est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture : 13/12/18

Date de publication : 13/12/18 Le Président,

G. COLIN



Accusé de réception en préfecture  
076-200069839-20181205-181205-07D-DE  
Date de télétransmission : 13/12/2018  
Date de réception préfecture : 13/12/2018